



Cela fait presque dix ans qu'un décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles organise l'éducation à l'amour dans l'enseignement obligatoire. Quelles améliorations l'EVRAS (Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle) a-t-elle apportées ? Quels défis restent-ils à relever ? L'état des lieux est plutôt mitigé.

Pour des relations épanouissantes

OÙ EN EST L'ÉDUCATION AFFECTIVE ET SEXUELLE ?

José GÉRARD

Depuis juillet 2012, cette éducation affective et sexuelle fait partie des missions de l'enseignement obligatoire en Fédération Wallonie-Bruxelles. Un protocole d'accord de juin 2013 en précise les objectifs ambitieux : « Promouvoir le libre-choix, le respect, la responsabilité envers l'autre et soi-même et l'égalité dans les relations amoureuses et les pratiques sexuelles des jeunes, permettre aux enfants et aux jeunes de construire des compétences personnelles en vue de leur permettre de poser des choix responsables, prévenir la violence dans les relations amoureuses, et sur un plan plus général dans les relations entre filles et garçons, déconstruire les stéréotypes sexistes et homophobes, prévenir les grossesses non désirées, réduire les infections sexuellement transmises, notamment par l'information sur les moyens de protection. » Cet accord insistait aussi sur l'importance d'élargir le cadre de l'éducation sexuelle pour inclure aspects sociaux, relationnels et familiaux, dans la droite ligne des recommandations de l'UNESCO.

PEUT MIEUX FAIRE...

Dans la foulée, la ministre de l'Enseignement a demandé aux chefs d'établissement scolaire, via une circulaire du 10 septembre 2013, de prendre des initiatives en la matière. Elle recommandait aussi de travailler avec les centres PMS, les services de Promotion de la Santé à l'École (PSE), les Centres de planning familial et les ASBL spécialisées dans certaines thématiques particulières (sida, homosexualité...). Dix ans plus tard, où en est-on ?

En inscrivant l'EVRAS dans les missions de l'école, le décret a certainement fait avancer les choses. Sur le terrain, la réalité reste cependant très inégale et la généralisation des animations en milieu scolaire est loin d'être atteinte. Aucune évaluation régulière de ce qui s'organise n'a été prévue. Selon un premier cadastre réalisé par les centres de planning familial et les centres PMS entre septembre 2017 et juin 2018 sur le territoire bruxellois, seulement 40% des établissements scolaires ont bénéficié sur cette période d'animations EVRAS. Cette évaluation relève aussi la répartition très inégale de ces interventions selon le type d'enseignement : deux mille cent heures d'animation dans le général ordinaire, six cent trente-huit dans le technique et cinq cent soixante et une dans le professionnel.

OBJECTIF NON ATTEINT

Si l'un des objectifs du décret était de faire en sorte que tous les jeunes soient égaux et bénéficient d'une éducation équivalente pour leur vie relationnelle, il n'a pas - ou du moins pas encore - atteint son objectif. En outre, pas mal d'établissements se contentent de répondre assez for-

mellement à l'obligation décréte, en proposant en fin de primaire ou début de secondaire une animation sur la puberté et, en cours de secondaire, une autre consacrée à la prévention des maladies sexuellement transmissibles et des grossesses non désirées.

En deux heures d'animation, il est impossible d'être exhaustif sur un sujet aussi vaste que la vie relationnelle et sexuelle. Au-delà des informations techniques, les animateurs, qui viennent le plus souvent des plannings, s'efforcent de partir des questions que les jeunes se posent à ce moment de leur évolution. Pour le reste, ils leur font connaître la possibilité de s'adresser individuellement au planning.

PARLER D'AMOUR

Le peu de temps consacré à ces animations amène souvent à viser l'essentiel, c'est-à-dire la prévention. Pour Julie Henriët, qui a assuré pendant quinze ans des animations en éducation affective et sexuelle, cela suscite souvent chez les jeunes le sentiment que les adultes ont peur de leur comportement, des grossesses précoces et des maladies sexuellement transmises. Ce n'est pas la porte d'entrée la plus positive dans la vie amoureuse.

D'autres modes d'approche revendiquent le droit de parler d'amour plutôt que de techniques préventives. Le groupe Croissance, clairement positionné comme chrétien, s'est ainsi attiré des attaques en règle, jusqu'au Parlement, accusé de diffuser des discours anti-avortement et une morale sexuelle rétrograde. Suite à ces accusations, une enquête a été diligentée par la ministre Schyns, qui a conclu à l'absence de problèmes avec ce groupe.

Au niveau du contenu des animations, on remarque aussi une importance de plus en plus grande donnée aux questions relatives à l'homosexualité et aux orientations sexuelles, ainsi qu'aux questions de genre. Certaines associations qui interviennent revendiquent un discours qui ne serait plus hétéronormé, c'est-à-dire ne prenant plus pour base la relation entre un garçon et une fille. Ainsi, Bernard Guillemain, coordinateur d'Alter Visio (une organisation de jeunesse LGBTQI+), déplore que « certains croient encore que l'EVRAS doit traiter de la sexualité entre les filles et les garçons, et comment les filles et les garçons évoluent dans leur corps. Des organisations comme la nôtre travaillent la question de la diversité des identités de genre et la diversi-

En deux heures d'animation, il est impossible d'être exhaustif sur un sujet aussi vaste que la vie relationnelle et sexuelle.

té des orientations sexuelles. Dans ce cadre-là, on aborde assez peu l'évolution du corps, le passage de l'enfance à l'adolescence, les pratiques sexuelles. » Une orientation radicale, mais qui pose elle aussi question à certains.

FORMATION ET LABELLISATION

Face à des positions si éloignées les unes des autres, plusieurs voix réclament des critères plus clairs. Notamment quant à la formation des intervenants, qui doivent entre autres avoir pu accomplir un travail sur eux-mêmes et sur leurs propres représentations de la sexualité pour ne pas les imposer aux jeunes. Les centres de planning rappellent que leurs intervenants sont formés et régulièrement supervisés. Julie Henriët reconnaît malgré tout que « *la logique quantitative des subsides liés à l'EVRAS (selon le nombre d'heures d'animation) n'aide pas les animateurs à se dégager de l'action. La productivité amène de jeunes travailleurs sociaux à intervenir souvent et rapidement, parfois sans aucune expérience professionnelle et avec très peu de recul.* »

L'Enseignement catholique, pour sa part, a mis en place, en collaboration avec plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale de son réseau, une formation de personnes-relais. Le public cible : les directions d'établissements ou de centres PMS, les enseignants et agents PMS prêts à endosser le rôle de personnes-relais. La plateforme EVRAS, de son côté, réclame une labellisation des services intervenants afin d'éviter les dérives idéologiques évoquées à propos du groupe Croissance. Les centres de

planning, s'ils souhaitent une telle labellisation, se disent également très réticents à voir s'installer un cadre trop rigide qui limiterait leur liberté d'adopter des manières de faire assez diverses. Le sujet est donc très sensible.

Par ailleurs, beaucoup d'intervenants appellent de leurs vœux une généralisation des animations EVRAS, dans toutes les écoles d'une part, mais aussi tout au long de la scolarité, de la maternelle à la fin du secondaire. L'idéal serait de pouvoir intervenir plusieurs fois au cours de l'année dans chaque groupe-classe, tout au long du cursus scolaire. Cela créerait une habitude à aborder ces questions et un climat de confiance face aux intervenants extérieurs. Si l'objectif paraît enviable, il y a cependant assez peu de chances que des moyens supplémentaires significatifs puissent être alloués dans les années à venir, face aux défis budgétaires qui s'annoncent et à la multiplicité des défis que l'enseignement doit relever. ■

Julie HENRIËT, *Sexualités, sentiments et stéréotypes. Oser en parler*, Liberté j'écris ton nom, Bruxelles, 2021. Prix : 10€. Pas de remise. À commander sur le site :

<https://www.filigranes.be/sexualite-sentiments-et-stereotypes>

SAINTE-URSULE AVAIT ANTICIPÉ LE DÉCRET

À l'Institut Sainte-Ursule (Namur), la cellule qui prend en charge l'éducation affective et sexuelle dans l'école s'est constituée dès 2005, bien avant l'adoption du décret EVRAS. Mesurant l'importance d'aborder les questions affectives et sexuelles durant la scolarité, deux infirmières, professeures dans la section "aide-soignant-e", ont obtenu l'accord de la direction pour élaborer un projet. La cellule mise en place réunit des enseignants des différents niveaux du secondaire : infirmières, profs de sciences ou de psycho. Pendant un an et demi, ils ont pu bénéficier d'un accompagnement de Bettina Abramowicz, animatrice dans un centre de planning bruxellois laïque.

À l'époque, ils disposaient d'un petit local où ils pouvaient accueillir les élèves désireux de poser des questions. Les activités se sont ensuite construites sous forme d'animations, avec l'aide du Service de Promotion de la Santé à l'École (PSE) et du Centre Psycho-Médico-Social (PMS). Aujourd'hui, l'école propose systématiquement des animations en première année du secondaire. Elles sont prises en charge par les centres de planning et abordent les questions liées à la puberté. À côté de cela, une journée sida est organisée début décembre pour toutes les classes du secondaire, avec des animations centrées sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles.

À l'occasion de la Saint-Valentin, une autre journée est consacrée à l'amour et aux relations : avec des animations, une décoration spéciale de l'école et un menu spécial

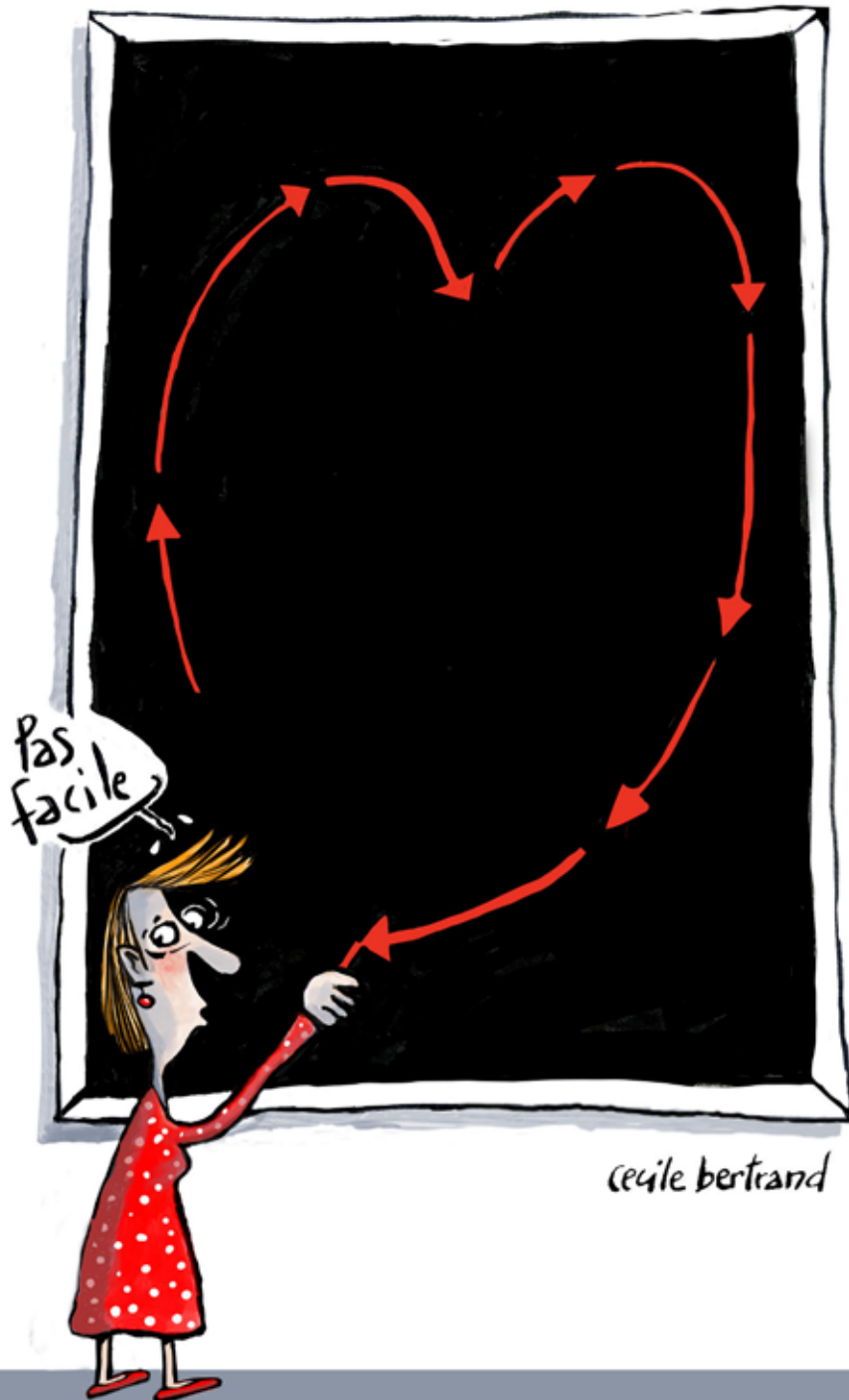
Saint-Valentin mitonné par la section "restauration". Il est aussi arrivé que soit organisée une *Love Week* où, pendant toute une semaine, les aînés étaient par exemple sensibilisés à la problématique de l'homophobie.

Pour Fabienne Gillis, psychologue qui fait partie de la cellule depuis sa création, « *s'il est arrivé que des membres assurent eux-mêmes des animations, le plus souvent, l'essentiel de leur travail est d'y réfléchir et de les programmer : déterminer les besoins des élèves, construire un programme, contacter les intervenants, établir un planning en fonction des locaux disponibles et des horaires de chaque classe, etc. C'est parfois frustrant pour les enseignants qui s'engagent dans la démarche : il s'agit d'une charge volontaire et supplémentaire qui se limite souvent à de la logistique. Cela ne laisse pas toujours la possibilité de se ressourcer, d'actualiser les contenus, de se mettre au clair avec des questions qui prennent de plus en plus d'importance depuis quelques années, comme les violences, les diverses orientations sexuelles, les questions de genre, etc.* »

« *On regrette aussi de devoir trop souvent se limiter à de l'information et de ne pas véritablement faire d'éducation à la relation ou à l'amour. En bref, si le décret EVRAS prévoit des objectifs, il n'accorde pas de moyens. On se retrouve donc à devoir compter sur la bonne volonté de quelques-uns, avec un manque de temps et de moyens. Malgré tout, même si l'école ne peut répondre à tous les besoins, nous essayons d'offrir une information sérieuse, des pistes pour trouver de l'aide, en nous disant qu'au moins on sème quelques graines, qui germeront peut-être le jour où les élèves en auront besoin.* » (J.G.)

La griffe de Cécile Bertrand

APPRENDRE L'AMOUR AUX JEUNES



INDICES

REFUSÉ.

Les habitants du canton suisse de Neuchâtel ont rejeté par référendum une loi sur les modalités de reconnaissance ou non des communautés religieuses. Celle-ci visait à octroyer aux autres religions les mêmes modalités que celles de confessions chrétiennes.

RECRUTÉ.

Lors de son synode, en juillet, l'Église d'Angleterre propose de créer 3000 "hubs de prière" destinés à recruter de nouveaux fidèles. Cette manière de procéder est en contradiction avec la réserve habituelle des anglicans en termes d'évangélisation.



OUVERT.

La synagogue de Manama, capitale du Bahreïn, vient d'ouvrir après 74 ans de fermeture. Cette renaissance signale une nouvelle ère pour la communauté juive du pays. Elle a été largement favorisée par les accords de paix dits "d'Abraham" signés l'année passée entre Israël et ce pays.

EXHORTÉ.

Le président du Comité des migrations de la Conférence épiscopale américaine et la présidente de Catholic Charities USA ont exhorté fin septembre le gouvernement américain à réévaluer son traitement des migrants haïtiens à la frontière mexicaine.